

Brèves de l'ASEAN

Service Economique Régional de Singapour



Le Chef du Service économique régional pour l'ASEAN

A Singapour, le 14 juin 2018

Rédigé par : Pôle macroéconomique

Contributions : SE de Bangkok, SE d'Hanoï, SE de Jakarta, SE de Kuala Lumpur, SE de Manille, SE de Rangoun, SE de Phnom Penh et Antenne de Vientiane

Objet : Brèves de l'ASEAN semaine 23 (année 2018)

FAITS SAILLANTS

- ▶ Le Vietnam adopte une loi sur la cyber sécurité qui renforce le contrôle sur les entreprises du numérique
- ▶ Grab lève 1 Md USD auprès de Toyota
- ▶ La Malaisie souhaite revoir les termes du TPP à 11 ; l'Indonésie envisage de le rejoindre

EN IMAGE

Colloque au Sénat sur les opportunités des marchés en ASEAN

BUSINESSFRANCE

COLLOQUE ASEAN

identifiez de nouvelles opportunités et affirmez votre présence sur les marchés de la zone ASEAN

Vendredi 15 juin 2018
SENAT - Palais du Luxembourg

AIRFRANCE **FedEx Express** **HSBC**

BIRMANIE **BRUNEI**
CAMBODGE **INDONESIE**
LAOS **MALAISIE**
PHILIPPINES **SINGAPOUR**
THAÏLANDE **VIETNAM**

Ambassade de France
101-103 Cluny Park Road
259595 Singapour
Singapour

Tél. : +65 6880 7878 - <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/singapour>

INDONESIE

- **Le Vice-Président Jusuf Kalla a annoncé que l'Indonésie étudiait la possibilité de rejoindre l'accord de partenariat transpacifique (CPTPP).** Le pays avait indiqué en 2017 ne pas être intéressé par une adhésion au CPTPP en l'absence des Etats-Unis mais pourrait revenir sur cette position. Les études commanditées par le gouvernement, qui portent notamment sur l'impact d'une adhésion sur la compétitivité du pays, devraient lui être remises dans les six à douze prochains mois. L'Indonésie est par ailleurs partie aux négociations sur le RCEP, porté par la Chine, et avait accueilli le 21^{ème} round de négociations en février 2018.

SINGAPOUR

- **Grab, start-up offrant des services à la mobilité et présente dans six pays d'Asie du Sud-Est, a annoncé avoir levé 1 Md USD auprès du constructeur automobile Toyota, et serait désormais valorisée à 10 Mds USD.** Le groupe japonais avait déjà investi dans Grab en 2017, via sa filiale de capital-risque *Next Technology Fund* et les deux entreprises avaient indiqué collaborer sur des projets visant à améliorer les services de Grab, en utilisant les données collectées par les ordinateurs de bord des véhicules. Pour rappel, Grab a repris les activités d'Uber dans la région en mars.
- **Singapour a contribué à hauteur de 15 M USD à l'organisation du sommet du 12 juin entre les dirigeants Donald Trump et Kim Jong Un.** Selon le Premier ministre Lee Hsien Loong, cela représente « une contribution à un effort international qui est dans l'intérêt profond [des Singapouriens] ». Les principaux marchés financiers n'ont pas particulièrement réagi au sommet.

MALAISIE

- **Gas Malaysia a obtenu l'autorisation d'appliquer une surcharge d'environ 0,25 USD/MMBtu aux tarifs du gaz du secteur non-électrique sur la péninsule malaisienne.** Cette mesure qui s'appliquera à compter du 1^{er} juillet 2018 a été acceptée en raison de l'augmentation des prix mondiaux du gaz. Les ménages par exemple paieront désormais 6 USD le million de BTU.
- **Le Premier ministre Mahathir a demandé aux autorités japonaises une ligne de crédit en yens lors de sa visite au Japon.** Ces emprunts serviraient à améliorer les réseaux de transports ferroviaires existants (notamment la fréquence des trains de passagers et de fret), le développement économique et l'aide aux PME. Les conditions espérées sont un taux d'intérêt autour d'1% et une durée de remboursement de l'ordre de 30 à 40 ans. Les autorités japonaises n'ont pas réagi à ce stade.
- **La Malaisie a indiqué vouloir réviser l'accord *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* (CPTPP), signé en mars 2018** après le retrait américain. Le Premier ministre estime que les termes actuels du traité désavantagent les plus petites économies en ne différenciant pas en fonction du niveau de développement.

VIETNAM

- **La loi sur la cyber sécurité votée par l'Assemblée nationale mardi 12 juin inquiète les groupes étrangers sur le climat des affaires au Vietnam et risque de limiter les activités des entreprises dans le secteur du numérique.** Le texte, qui entrera en vigueur en janvier 2019, contraint notamment les réseaux sociaux et autres plateformes à retirer sous 24 heures tout commentaire considéré comme une menace à la « sécurité nationale ». De plus, les données personnelles des utilisateurs devront désormais être stockées sur des serveurs au Vietnam et non plus à l'étranger comme c'est le cas aujourd'hui pour Google et Facebook, par exemple, qui utilisent des serveurs basés à Hong Kong et à Singapour.

- **La Banque Mondiale relève ses prévisions de croissance pour le Vietnam de 6,5% à 6,8% en 2018 et de 6,5% à 6,6% en 2019.** La Banque Mondiale explique cette révision à la hausse par de bonnes perspectives de croissance pour le secteur agricole et la production industrielle tournée vers l'export, ainsi que par des flux d'IDE importants.
- **Le développeur immobilier le plus important du Vietnam, Vingroup étend ses activités à la fabrication de téléphones mobiles et à l'intelligence artificielle en lançant une nouvelle branche, Vinsmart Company, dotée d'un capital de 131 M USD.** Les téléphones Vsmart, dont la date de commercialisation n'est pas encore connue, seront produits sur le même site que les automobiles de la marque Vinfast (Haiphong). Vinsmart Company prévoit de lancer des centres d'intelligence artificielle aux équipements de pointe afin de développer des produits de l'innovation à la commercialisation.
- **Sur les cinq premiers mois de l'année, 103 746 véhicules ont été vendus au Vietnam (-6% en g.a.), dont 87 426 assemblés dans le pays (+10%) et 16 320 importés (-46%).** La baisse des ventes de véhicules importés s'explique par l'adoption d'un décret qui renforce, entre autres, les contrôles et les tests sur les modèles importés. Malgré l'adoption de l'*ASEAN Free Trade Agreement* en janvier 2018, seul Honda a pu importer sans droits de douanes à partir de mars.

THAÏLANDE

- **PTT Global Chemical, le plus grand groupe du secteur de la pétrochimie et du raffinage en Thaïlande, va relancer un projet d'investissement dans une usine de production de plastique biodégradable** (acide polylactique, PLA) sur la plateforme pétrochimique de Rayong. Un premier projet de production de plastique PLA avait été envisagé par PTTGC, en partenariat avec l'américain Cargill en 2011 et abandonné en 2014, dans un contexte de chute des prix du pétrole. La maison-mère de PPTGC a par ailleurs déjà investi dans une usine de production de plastique biodégradable de type PBS, la première du pays, dont les opérations ont commencé l'année dernière.
- **Le gouvernement a approuvé un projet de loi visant à créer un Conseil économique et social national (NESC),** en remplacement du Conseil national de développement économique et social (NESDB) fondé en 1950. Cette nouvelle structure sera toujours en charge de définir les plans quinquennaux de développement économique et social du pays. La révision de sa composition et la possibilité pour le NESC d'engager des experts privés indépendants devraient également lui permettre de mener des travaux de recherche et de mieux prendre en compte l'évolution des dynamiques économiques et sociales que connaît la Thaïlande.

BIRMANIE

- **Le 4^{ème} opérateur téléphonique Mytel a officiellement inauguré ses opérations en Birmanie.** Mytel est une joint-venture entre le groupe vietnamien Viettel (Ministère de la Défense vietnamien avec 49% du capital), Myanmar Economic Corporation (Ministère de la Défense birman avec 28% du capital) et Myanmar National Telecom Holding Public (consortium de 11 entreprises birmanes avec les 23% restants). Mytel avait décroché sa licence en janvier 2017 pour 300 M USD contre 1 Mds USD pour Ooredoo et 500 M USD pour Telenor, les deux derniers opérateurs étrangers implantés en Birmanie en 2014.

LAOS

- **Le Premier ministre laotien se montre confiant face à la charge de la dette des projets de la Belt and Road Initiative.** Pourtant considéré comme l'un des pays les plus en risque de défaut de dette pour des projets liés à la BRI, le Premier ministre a confirmé le soutien total du gouvernement lao pour l'initiative chinoise lors du sommet « *Futur of Asia* » à Tokyo, le 12 juin. Pour rappel, le projet ferroviaire reliant Vientiane à Kunming, d'un montant total de 5,8 Md USD, représente un endettement de 480 M USD pour l'Etat et un effort budgétaire de 250

M USD sur 5 ans. Il suscite des inquiétudes au sein de la communauté internationale sur la capacité du pays à en assumer le poids financier.

- **Une nouvelle loi sur la propriété intellectuelle a été adoptée afin de rapprocher le Laos des normes internationales.** Ce nouveau texte de loi qui viendra remplacer la législation de 2011 apporte des amendements notamment concernant le dépôt des marques. Une nouvelle plateforme numérique sera désormais disponible pour le dépôt de marque avec notamment la possibilité pour des parties tierces de contester cet enregistrement dans les 60 jours à compter de la publication de la marque. De plus la durée de protection de la marque de 10 ans commencera à compter de la date de dépôt et non plus à la date d'enregistrement.

CAMBODGE

- **Proparco, filiale de l'Agence Française de Développement (AFD) dédiée au secteur privé, a accordé un nouveau prêt de 14 M USD à Golden Rice, l'un des principaux exportateurs de riz cambodgien.** Le prêt servira à développer les capacités de production de l'entreprise et à financer l'expansion de son programme de production d'énergie biomasse par gazéification d'écorces de riz (ajout d'1 MW supplémentaire), dans le cadre de sa stratégie sociale et environnementale.

PHILIPPINES

- **Le total des investissements étrangers approuvés a chuté de 38% au premier trimestre 2018,** s'établissant à 270 M USD d'investissements approuvés contre 430 M USD à la même période en 2017. C'est le niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre de 2010. Selon l'agence de promotion de l'investissement des zones spéciales PEZA, cette baisse serait en grande partie due aux incertitudes liées aux réformes fiscales, et notamment à la suppression de certains dispositifs d'incitation à l'investissement et à l'augmentation des taxes d'accise pour certains secteurs.